



L'équipe du cinéma La Clef (au centre Derek Woolfenden), le 26 août à Paris. En plein Quartier latin, la salle est née dans l'ébullition de Mai 68.

La Clef veut se projeter dans l'avenir

Par
ANNABELLE MARTELLA
Photos **CHRISTOPHE MAOUT**

Un an d'occupation, 8000 adhérents, 12000 spectateurs, ça vaut bien une soirée d'anniversaire. Et pourquoi pas une pièce montée où les occupants du dernier cinéma associatif de Paris souffleraient une bougie à l'année passée, faite de projections à prix libre (entre et sur les murs, Covid-19 oblige), de visites d'huissiers et de rencontres avec de nombreux cinéastes ? Mais l'heure n'est pas encore à la fête : la Clef n'est toujours pas en passe d'être rachetée par la ville de Paris malgré un soutien maintes fois renouvelé à ceux qui en ont ravivé la flamme.

La bataille n'est pas finie pour cette salle du Quartier latin née de l'ébullition de Mai 68 et fermée en avril 2018 par le propriétaire des murs, le conseil social et économique de la Caisse d'épargne Ile-de-France (CSECE-IDF).

«AUTODÉFENSE ARTISTIQUE»

Alors oui, les équipements du cinéma ont été remis à jour grâce à la billetterie à prix libre, des canapés et une tireuse à bière ont été ins-

A trois semaines de son procès en appel, le dernier cinéma associatif de Paris fête le premier anniversaire de son autogestion. Le collectif d'artistes qui l'occupe multiplie ses initiatives culturelles pour convaincre la ville de racheter le lieu et d'en faire une société coopérative d'intérêt collectif.

tallés par les squatteurs dans une salle commune aux murs tapissés d'affiches de films. Mais les cinéphiles engagés depuis un an dans cette guerre culturelle (réalisateurs précaires, producteurs émergents, spectateurs, étudiants, tous regroupés au sein de l'association Home Cinéma) rappellent que la salle reste en sursis. Leur procès en appel les opposant au comité d'entreprise, qui souhaite librement vendre son bien, aura lieu le 21 sep-

tembre – le CSECE-IDF, organisme sans but lucratif, espérait-il faire une jolie plus-value pour obtenir plus de chèques vacances ? Cet été, les programmeurs, devant un terre jeune et assez fourni malgré le contexte sanitaire, continuaient à avertir le public : «*La Clef est un cinéma occupé illégalement*», «*la police peut venir nous déloger si elle le veut*», «*nous risquons une astreinte de 70 000 euros pour continuer à projeter bénévolement des*

films chaque soir... Pour ce premier anniversaire, un joyeux ciné-tract de trente minutes fera office de pièce montée. Dans ce détournement de *Captain Blood* de Michael Curtiz, les membres de Home Cinéma sont comparés, non sans dérision, à des pirates prenant à contre-courant le modèle des tiers-lieux culturels, «*la terreur des salles oubliées de Paname*» pour une exploitation autogérée et cinéphile la plus éloignée possible des enjeux mercantiles. Les canons du navire envoient tous azimuts des films à l'horizon : œuvres hors circuit, films autoproduits de jeunes cinéastes, classiques oubliés, toutes sortes de courts métrages et docs militants. Comme le rappelle Derek, réalisateur quadragénaire, gardien jour et nuit du cinéma, «*nous combattons pour la Clef avec des images, c'est de l'autodéfense artistique contre toute spéculation*».

A la rentrée, et notamment pour attirer l'attention des pouvoirs publics, l'association a mis les bouchées doubles, élaborant de nombreux cycles de projections : «*Bande(s) à part*» sur les films de groupe, «*Mises en "je"*» autour des journaux filmés, des ateliers sur la fabrique du cinéma avec comme premiers intervenants le producteur Saïd Ben Saïd ou la direc-

CULTURE/

Lavoir moderne parisien, Flèche d'or: méninges en chantiers

trice de la photographie Caroline Champetier. Ainsi continuent-ils à créer leur cinématèque de rêve, un vrai lieu de rencontres et de débats pour jeunes cinéastes. A chaque film son invité (réalisateur, acteur, intellectuel, etc.). Dans les semaines à venir: Bertrand Bonello, Alain Cavalier, Claire Denis, Léa Fehner, Agnès Jaoui, Michel Hazanavicius, Françoise Vergès...

ASTREINTE CONSIDÉRABLE

La force de frappe de la Clef, espace d'expérimentation cinématographique dans une capitale quadrillée de multiplexes et de salles art et essai plus normées, c'est sa programmation et sa capacité à en faire chaque soir un événement. La municipalité l'a bien compris. Elle est intervenue auprès de la préfecture de police pour éviter l'expulsion du cinéma, qui souhaite devenir également un lieu de création (écriture scénaristique et postproduction) pour artistes émergents. «*Il serait absurde d'acheter le bâtiment pour virer les occupants actuels et mettre à la place un dirigeant d'une salle art et essai*», admet Frédéric Hocquard, désormais adjoint en charge du tourisme et de la vie nocturne (mais jusqu'à récemment à la diversité de l'économie culturelle). Il assure avoir réussi à échanger avec le propriétaire en février, et celui-ci aurait alors suggéré à la mairie de faire une proposition d'achat – joint par téléphone, le CSECE-IDF n'a pas souhaité répondre à nos questions. Carine Rolland, récemment promue adjointe à la culture, temporise: «*Pour l'instant, il n'est pas question d'acheter la Clef, il faut voir ce qui est envisageable. Des pistes pourraient être cherchées du côté de l'économie sociale et solidaire (ESS). C'est un lieu que l'on soutient, on a envie de parler de sa programmation extrêmement précieuse, mais il y a des règles que nous devons respecter. Ils ont le temps de leur procès, ce qui est légitime, et nous nous avons celui de l'action publique.*»

La solution de la société coopérative d'intérêt collectif (SCIC), un modèle où la ville pourrait n'être qu'un acteur parmi tant d'autres, semble privilégiée. Florentin Letissier, adjoint à l'ESS, travaille déjà sur la question avec le collectif qui ne peut acheter la salle sur ses fonds propres. «*Nous espérons que la ville de Paris achète le bâtiment et le fasse ensuite administrer par une SCIC qui entérinerait la gestion horizontale du cinéma. On sait que la municipalité nous soutient mais on a parfois l'impression que ça les arrange de profiter de notre action bénévole dans un lieu précaire sans pour autant s'engager pleinement à nos côtés, expliquent les occupants inquiétés par leur procédure judiciaire et une astreinte considérable. Les collectifs d'artistes sont souvent relégués aux quartiers prioritaires de la ville pour faire de l'animation culturelle peu coûteuse. C'est la première fois qu'il est possible que nous ayons un lieu d'expression au centre de Paris et on espère que la mairie saisira cette opportunité.*» Ainsi saura-t-on, à la fin de l'occupation, s'il est encore possible de rêver d'un lieu alternatif dans le Quartier latin ou s'il est bel et bien devenu cette zone muséifiée où il ne s'agit plus que de se gargariser de légendes d'écrivains et de mouvements révolutionnaires étudiants. ◆

Se dotant d'un fonds spécial, la mairie de Paris entend œuvrer activement à la pérennisation de lieux culturels menacés par la pression du foncier.

Ce n'était pas arrivé depuis 2003 et le sauvetage de la mythique salle du Louxor à Barbès (Paris XVIII^e). A peine réélue, l'équipe d'Anne Hidalgo (PS) a préempté le Lavoir moderne parisien (LMP), théâtre mettant en avant la jeune création, et négocie actuellement le rachat de la Flèche d'or, salle fermée depuis 2016. S'opère un réel changement de paradigme à l'égard des lieux culturels parisiens menacés par la pression du foncier, qui arrive à point nommé. Nombre d'acteurs malmenés par la crise sanitaire pourraient en effet mettre la clef sous la porte.

En lutte pour sa survie depuis plus de dix ans, le Lavoir moderne parisien «*peut enfin respirer*». Décrit par Zola dans l'Assommoir, cet ancien lavoir devenu théâtre en 1986 a essuyé de nombreuses crises: coupe de subventions, grève de la faim du fondateur, Hervé Breuil, incendie des locaux des Femmes installées à l'étage, liquidation judiciaire... En 2012, la salle de quartier et l'immeuble mitoyen sont rachetés par une holding luxembourgeoise administrée par Pierre Bastid, un homme d'affaires français riche, n'ayant que faire du spectacle vivant. Les deux parties s'enlisent dans des procédures judiciaires interminables. Selon Le Monde, «*pour rentabiliser son achat, le propriétaire envisageait de surélever les deux bâtiments, tout en gardant l'activité théâtrale.*» Début 2020, la société jette l'éponge, revendant le bâtiment. La municipalité préempte le bien pour une somme de 2 millions d'euros, se prévalant d'une mission d'intérêt général: la création de logements sociaux dans l'immeuble voisin. Un rachat qui a un goût de victoire pour Julien Favart, directeur du LMP: «*Il va falloir*



Située dans une ancienne gare de la petite ceinture, la Flèche d'or a fermé en 2016.

désormais inventer avec les services de la mairie un modèle semi-privé. Nous ne serons pas un théâtre municipal mais nous travaillerons ensemble sur un projet culturel ambitieux.»

Négociations. Elle était une scène underground avant de se vouloir, les années précédant sa fermeture, moins aventureuse. La Flèche d'or, ancienne gare de la petite ceinture reconverte dans les années 90 en salle de concerts, a comme le LMP échappé à plusieurs projets de transformation: pub irlandais O'Sullivan, restaurant, commerce de bouche... En 2018, la salle parisienne du XX^e arrondissement est acquise par Keys Asset Management. La société d'investissement travaille main dans la main avec Mama Shelter, chaîne d'hôtels à succès qui espère concilier luxe et low-cost dans une ambiance «*cool et branchée avec graffitis sur les murs.*»

Alors qu'en novembre 2019, le propriétaire ouvre ses portes pour «*un brainstorming participatif*», la Flèche d'or est envahie par une foule de militants. Gilets jaunes, écologistes, défenseurs du droit au logement, des sans-papiers ou des LGBTQI occupent le bâtiment et y décrè-

tent la fondation d'une «*Maison des peuples*» avant d'être expulsés le lendemain par les forces de l'ordre. Le conseil municipal émet alors un vœu pour défendre l'ancienne gare comme «*symbole de l'histoire populaire*» du quartier. Avec le propriétaire, des représentants de la mairie du XX^e et des habitants, la ville lance rapidement un appel à projet pour une occupation temporaire.

Confinement oblige, les lieux n'ouvriront que fin août sous l'impulsion de plusieurs collectifs (Gare XP, Collectif Mu, Curry Vavart, etc.) qui espèrent y créer, au moins pour un temps limité, un espace de débats, un lieu de création artistique ou encore un bar associatif «*grâce à une gouvernance collective et participative*» faisant «*une place spécifique aux groupes minorisés et aux thématiques sociales actuelles.*» Conséquence heureuse de la crise sanitaire: Keys Asset Management est prêt à vendre son bien à la ville, assure Frédéric Hocquard, adjoint en charge du tourisme et de la vie nocturne. Des négociations sont en cours. On parle également d'un éventuel achat du Bataclan par la municipalité, mais ni la mairie ni le groupe Lagardère, proprié-

taire de la salle de spectacles, n'ont voulu le confirmer.

Volontarisme. C'est grâce à son nouveau «*fonds de protection des lieux culturels*» que la municipalité a pu se lancer dans ces différents chantiers. Mais, elle le rappelle, elle ne souhaite pas se substituer au secteur privé, réfléchissant à des dispositifs plus souples et moins engageants que le rachat ou la préemption. Dans l'accord conclu entre les deux tours, socialistes et écologistes prévoient à cet effet une ligne d'investissement de 50 millions d'euros sur toute la mandature. Mais déjà, Carine Rolland, adjointe à la culture, insiste: «*Ce n'est pas 50 millions mais 10 millions d'euros débloqués. Pour l'instant, c'est un amendement sur le budget primitif de 2020.*» Quoiqu'il en soit, il est encore trop tôt pour savoir si d'autres municipalités, notamment gouvernées par la gauche, pourront se targuer d'un tel volontarisme. Des initiatives fleurissent néanmoins ici et là: à Lyon, par exemple, le budget destiné à la culture promet d'être rééquilibré en direction des plus petites compagnies ou des résidences d'artistes.

A.M.